

**N° DP 24/1035**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **BAIL DEROGATOIRE AU STATUT DES BAUX COMMERCIAUX RELATIF A UN LOCAL SIS A TOULON - 51 AVENUE EDOUARD HERRIOT**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code du Commerce et notamment l'article L145-5,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la demande de Monsieur Artak TOVMASYAN en date du 11 août 2023,

**VU** le bail dérogatoire au statut des baux commerciaux, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que La Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire d'un local d'une surface de 30 m<sup>2</sup>, édifié en 2009, au rez-de-chaussée de l'ensemble immobilier « Résidence du Pont Neuf », situé à TOULON (83200), 51 Avenue Edouard Herriot,

**CONSIDERANT** qu'étant à la recherche d'un local afin de pouvoir y exercer une activité de « Serrurerie, Dépannage, Installation », Monsieur Artak TOVMASYAN a sollicité la Métropole TPM par courrier en date du 11 août 2023,

**CONSIDERANT** qu'après différents échanges entre Monsieur Artak TOVMASYAN et la Métropole, il a été convenu de consentir un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer mensuel de deux cent quarante euros TTC (240 € TTC) et de trente euros (30 €) de provision pour charges,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** le bail dérogatoire au statut des baux commerciaux consenti à M. Artak TOVMASYAN pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer mensuel de deux cent quarante euros TTC (240 € TTC) et de trente euros (30 €) de provision pour charges relatif à l'occupation d'un local au rez-de-chaussée de l'ensemble immobilier « Résidence du Pont Neuf », d'une surface de 30 m<sup>2</sup>, situé à TOULON (83200), 51 Avenue Edouard Herriot, en vue d'y exercer l'activité de « Serrurerie, Dépannage, Installation ».

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits à l'article n° 752.S pour le loyer et l'article n° 70878.S au budget annexe des transports.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

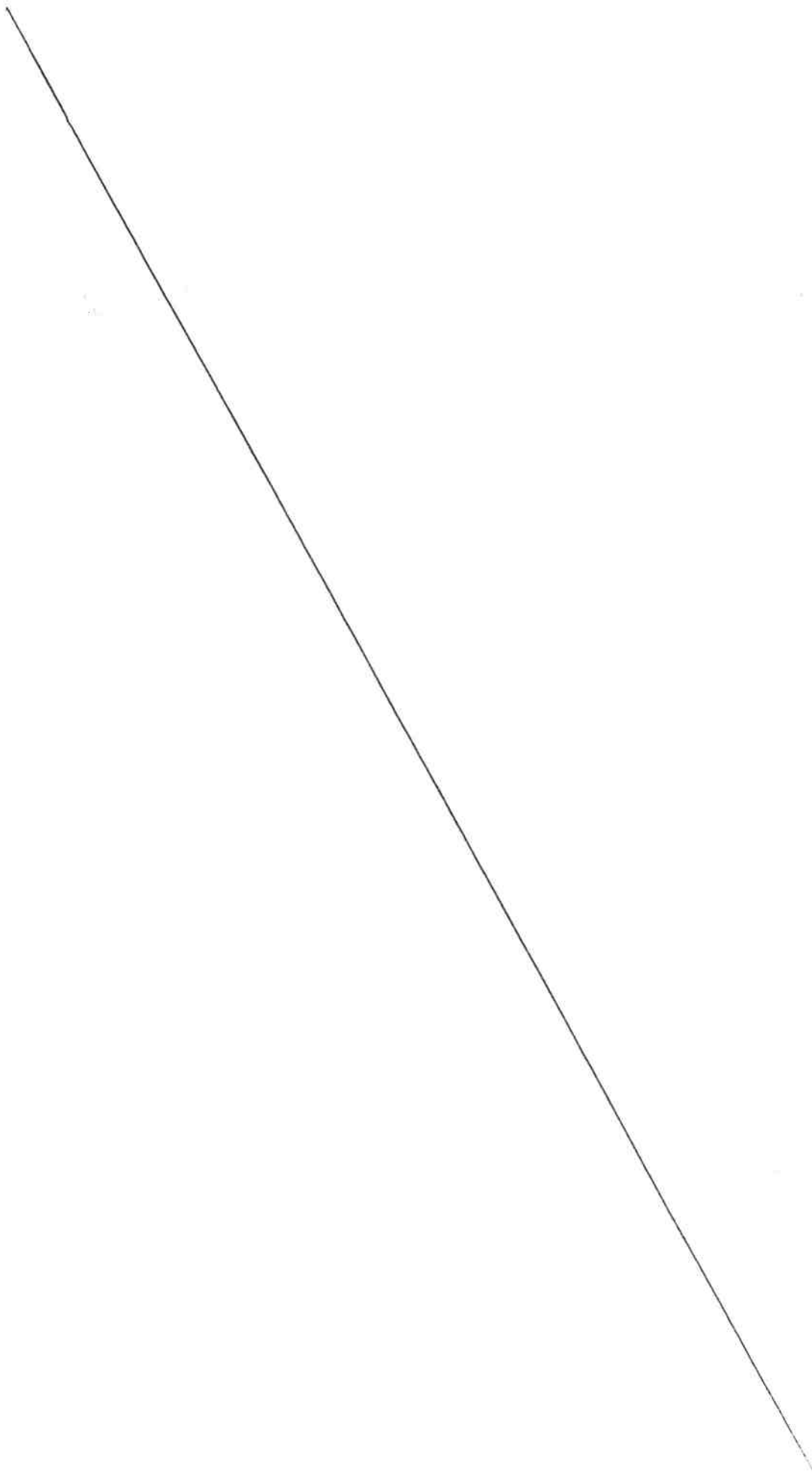
Fait à Toulon, le

**26 NOV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée







**BAIL DÉROGATOIRE  
AU STATUT DES BAUX COMMERCIAUX  
CONSENTI À MONSIEUR ARTAK TOVMASYAN  
POUR UN LOCAL SITUÉ À TOULON (83200),  
51 AVENUE ÉDOUARD HERRIOT**

**Entre les soussignés :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Établissement Public de Coopération Intercommunale, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision Président n°

Ci-après dénommée « la Métropole » ou « le Bailleur »

**D'une part,**

**ET**

Monsieur Artak TOVMASYAN, né le 4 octobre 1973 à Erevan (ARMÉNIE), de nationalité arménienne, domicilié à Toulon (83000) 163 rue Jean Bartolini, L'Epervier, dont la société est en cours de constitution

Ci-après dénommé « Monsieur TOVMASYAN » ou « le Preneur »

**D'autre part,**

**Ci-après dénommés ensemble « Les Parties »**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée » (TPM) est propriétaire d'un local d'une surface de 30 m<sup>2</sup>, édifié en 2009, au rez-de-chaussée de l'ensemble immobilier « Résidence du Pont Neuf », situé à TOULON (83200), 51 Avenue Edouard Herriot.

Etant à la recherche d'un local afin de pouvoir y exercer une activité de « Serrurerie, Dépannage, Installation », Monsieur Artak TOVMASYAN a sollicité la Métropole TPM par courrier en date du 11 août 2023.

Après différents échanges entre Monsieur Artak TOVMASYAN et la Métropole TPM, les parties entendant user de la faculté offerte par l'article L. 145-5 du Code du commerce, la Métropole TPM consent un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux à Monsieur Artak TOVMASYAN, qui l'accepte, sur le local à usage commercial dont la situation et la désignation suivent et ce, aux charges et conditions particulières et générales ci-après énoncées.

**Ceci exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :**

**Article 1 – Dérogation au statut des baux commerciaux**

Les Parties conviennent par la présente de déroger au statut des baux commerciaux. En conséquence, le Preneur ne pourra en aucun cas bénéficier du droit au renouvellement ainsi qu'à une indemnité d'éviction.

**Article 2 – Désignation des biens loués**

Le présent bail porte sur un local d'une surface de 30 m<sup>2</sup> au rez-de-chaussée d'un immeuble sis à TOULON (83200), 51, avenue Édouard Herriot.

Le Preneur déclare parfaitement connaître les lieux pour les avoir visités et examinés en vue des présentes, sans qu'il soit nécessaire d'en faire plus ample désignation et déclare les accepter dans l'état où ils se trouvent tel qu'ils existent, s'entendent et se comportent avec les dépendances.

**Article 3 – Durée du bail**

Le présent bail est consenti et accepté pour une durée de trois années (3 ans) entières et consécutives, commençant à courir à compter de la notification du présent bail pour se terminer irrévocablement et sans qu'il soit besoin de donner congé au terme de la durée susvisée.

Eu égard au caractère dérogatoire du présent bail, le Preneur reconnaît n'avoir droit, à son échéance, ni au renouvellement du présent bail, ni au paiement d'une indemnité d'éviction, ni à se maintenir dans les lieux moyennant le paiement d'une indemnité d'occupation.

Le Preneur restituera les clés et libérera les lieux à la date d'échéance sans qu'aucune demande préalable soit nécessaire.

#### **Article 4 – Destination du bien loué**

Le local loué est destiné exclusivement à une activité de « Serrurerie, Dépannage, Installation ».

Le Preneur s'oblige à respecter toutes les prescriptions internes de l'Immeuble.

Dans la mesure où l'activité nécessiterait des autorisations administratives, le Preneur fera son affaire desdites autorisations et se conformera pendant toute la durée du présent bail à toute injonction qui pourrait lui être faite par l'administration sans responsabilité du Bailleur puisse être recherchée.

#### **Article 5 – Loyer**

##### Fixation du loyer

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer mensuel **de deux-cent-quarante euros TTC (240 € TTC)**.

##### Indexation du loyer

Le loyer sera automatiquement révisé chaque année à la date anniversaire du bail en fonction des variations subies par l'Indice INSEE des loyers commerciaux (ILC), conformément aux dispositions de l'article L 145-38 du Code du commerce, avec pour référence l'indice ILC du 2<sup>ème</sup> trimestre 2024 d'une valeur de 136.72, selon la formule :

$$R(n) = R \times (I(n) / I)$$

R(n) = redevance TTC de l'année en cours

R= redevance initiale (240 €)

I(n) = indice ILC du 2<sup>ème</sup> trimestre de l'année précédente

I= indice ILC du 2<sup>ème</sup> trimestre 2024 (136,72)

##### Dépôt de garantie

Le Preneur versera au Bailleur, à la prise d'effet du paiement des loyers, à titre de dépôt de garantie, une somme de quatre-cent-quatre-vingts euros (480 €), correspondant à deux mois de loyer hors charges du présent bail.

Ce dépôt de garantie non productif d'intérêts, est destiné à assurer au Bailleur le bon paiement des réparations locatives arrêtées amiablement ou judiciairement en fin de bail, ainsi que de toutes autres sommes qui pourraient alors être dues par le Preneur à titre de loyer, charges, impôts remboursables et tous accessoires, ou au paiement des indemnités d'occupation pouvant être dues par le Preneur et jusqu'à la remise des clés.

Il sera remboursé au Preneur dans les deux mois de la fin du bail ou de la remise des clés si celle-ci est postérieure à la fin du bail, après déduction de toutes les sommes dont il est destiné à garantir le paiement. En aucun cas, le Preneur ne sera en droit de compenser le dernier terme de loyer et charges avec le dépôt de garantie.

### Modalités de règlement

Le Preneur acquittera ce loyer auprès de la Trésorerie municipale de Toulon, à réception l'avis des sommes à payer. Les chèques devront être libellés à l'ordre du Trésor Public.

Le paiement du premier loyer est exigible dès la date de sa prise d'effet et calculé prorata temporis.

En cas de retard dans le paiement du loyer échu, il portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

## **Article 6 – Charges et Impôts**

### Charges

Les contrats concernant l'eau et l'électricité demeureront au nom du Bailleur. Les factures des abonnements et des consommations seront réglées par le Bailleur et répercutées au Preneur en fonction des index relevés sur ses compteurs divisionnaires et réparties en fonction de la surface occupée.

Afin de faciliter la gestion administrative de cette refacturation, une provision sur les consommations individuelles d'eau et d'électricité sera payée en même temps que chaque échéance de loyer. Une régularisation sera effectuée à la fin de chaque exercice comptable en fonction des index relevés sur les compteurs divisionnaires.

Le Preneur paiera en sus du loyer et à la même échéance une provision mensuelle au titre de cette refacturation d'un montant **de 30 € (trente euros) mensuelle TTC** (Soit 25 € HT + TVA en vigueur à 20 %).

Il sera procédé à une régularisation en fin d'exercice et la provision sera réactualisée chaque année en fonction des dépenses réellement engagées. Si en fin d'année les provisions versées se révèlent inférieures aux charges réelles, le Preneur s'engage à rembourser, sur premier appel du Bailleur, toutes les sommes qui seront nécessaires pour compenser le montant total des charges réelles et la provision sera réajustée en conséquence.

Le Preneur supportera toutes les autres charges liées à l'exploitation de ses équipements techniques, dont la climatisation, et fera son affaire personnelle des contrats (branchements, consommation, abonnement) de téléphonie, de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité ainsi que du nettoyage de son local.

### Impôts, taxes et redevances

Le Preneur remboursera au Bailleur tous impôts, taxes et redevances afférents aux lieux loués, notamment la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la taxe foncière, lesquelles seront répercutées, au prorata de la surface occupée, ainsi que toutes nouvelles taxes afférentes aux biens loués pouvant être créées, de quelque nature et sous quelque dénomination que ce puisse être, le Bailleur entendant recevoir un loyer net de tous frais et charges.

S'il existe plusieurs locataires dans le même ensemble immobilier, la répartition des charges, impôts, taxes, redevances, et coût des travaux se fera au prorata de la surface exploitée, sachant que la surface exploitée est d'environ 30 m<sup>2</sup>.



Le Preneur acquittera également tous impôts, constitutions et taxes auquel il est ou sera assujéti personnellement, Il devra justifier de leur paiement au Bailleur à toute réquisition et notamment, à l'expiration du bail.

### **Article 7 – État des lieux**

Un état des lieux est établi lors de la prise de possession des locaux par le Preneur et lors de leur restitution, contradictoirement et amiablement par les parties ou par un tiers mandaté par elles, et joint au présent bail dérogatoire.

Si l'état des lieux ne peut être établi dans les conditions ci-dessus invoquées, il est établi par un huissier de justice, sur l'initiative de la partie la plus diligente, à frais partagés par moitié entre le bailleur et le Preneur.

Si pour une raison quelconque cet état des lieux n'était pas dressé et notamment si le Preneur faisait défaut, les biens loués, objet des présentes, seront considérés comme ayant été donnés à bail en parfait état.

### **Article 8 – Obligations du Bailleur**

Le Bailleur assurera au Preneur une jouissance paisible des lieux pendant toute la durée du contrat de location. Il s'oblige à effectuer toutes les réparations nécessaires prévues par l'article 1720 du Code civil.

### **Article 9 – Conditions d'occupation**

Le Preneur devra jouir des biens loués paisiblement suivant leur destination, et se conformer à tous règlements qui s'appliquent à l'ensemble immobilier dans lequel il exerce et dont il reconnaît avoir eu connaissance.

Le Preneur fera son affaire personnelle de la garde et de la surveillance des locaux.

Le Preneur veillera à ne rien faire qui puisse apporter un trouble de jouissance aux voisins et à n'exercer aucune activité contraire aux bonnes mœurs.

Le Preneur devra satisfaire à toutes les charges de ville, de police, réglementation sanitaire, voirie, salubrité, hygiène, ainsi qu'à toutes celles pouvant résulter des plans d'aménagement de la ville, et autres charges, dont les locataires sont ordinairement tenus, de manière à ce que le Bailleur ne puisse aucunement être inquiété ni recherché à ce sujet.

Le Preneur fera son affaire personnelle pour toutes réclamations ou contestations qui pourraient survenir du fait de son activité dans les biens loués, de façon à ce que le Bailleur ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

Le Preneur sera tenu de procéder aux réparations locatives ou de menu entretien telles qu'elles sont définies par l'article 1754 du Code civil et la liste publiée en annexe du décret n° 87-712 du 26 août 1987.

Le Preneur souffrira tous travaux qui seraient exécutés dans les biens loués ou dans l'immeuble dont ils dépendent. Il ne pourra prétendre à cette occasion à aucune indemnité ni réduction de loyer, quand bien même la durée des travaux excéderait vingt et un jours.

Il devra laisser visiter les lieux loués par le Bailleur et/ou toute personne habilitée par lui, à un moment convenant aux deux parties, pendant toute la durée du bail afin de s'assurer de leur état. Il devra également les laisser visiter en cas de mise en vente aux jours et heures qui seront fixés en accord entre les deux parties. Ces visites auront lieu aux jours et heures ouvrés.

Le Preneur prendra les biens loués dans l'état où ils se trouveront au moment de l'entrée en jouissance.

Le Preneur ne pourra exiger du Bailleur aucune réfection, remise en état ou travaux quelconques, même ceux qui seraient nécessaires en raison notamment de la vétusté ou d'un vice caché, sauf ceux visés à l'article 606 du Code civil et les frais de ravalement, que ceux-ci soient afférents aux biens loués ou à l'immeuble dans lequel ils se trouvent. Toutefois, s'ils sont rendus nécessaires en raison d'un défaut d'entretien ou d'exécution de travaux incombant au Preneur ou en cas de dégradations de son fait, de celui de sa clientèle ou de son personnel, ils seront à sa charge.

Le Preneur devra assurer, sans aucun recours contre le Bailleur, l'entretien complet des biens loués de manière à ce qu'ils soient constamment maintenus en état de propreté.

Il ne pourra rien faire ni laisser faire qui puisse détériorer les biens loués. Il devra prévenir le Bailleur, sans aucun retard et par lettre recommandée avec avis de réception, sous peine d'être personnellement responsable de toute atteinte qui serait portée à la propriété, en cas de travaux, de dégradations et détériorations qui viendraient à se produire dans les biens loués et qui rendraient nécessaire l'intervention du Bailleur.

Le Preneur fera son affaire personnelle et exclusive de tous travaux, installations, mises aux normes, transformations ou réparations quelle qu'en soit la nature, qui seraient imposés par les autorités administratives, la loi ou les règlements présents ou à venir, en raison de ses activités présentes ou futures.

Il restera garant vis-à-vis du Bailleur de toute action notamment en dommages et intérêts de la part des autres locataires ou voisins que pourraient provoquer l'exercice de ses activités.

Sans préjudice des stipulations ci-dessus, en cas de réglementation présente ou future, relative à la santé, sécurité, hygiène de l'immeuble ou de ses occupants, le Bailleur effectuera ou fera effectuer les recherches, diagnostics, travaux qui seraient imposés. Il en répercutera le coût sur le Preneur qui s'y oblige, notamment :

En cas d'exécution et de préfinancement par le Bailleur de travaux dont la charge incombe au Preneur, le Bailleur pourra demander, sur justificatif, le remboursement au Preneur des provisions ou acomptes qu'il aura fait pour son compte.

En conséquence des stipulations ci-dessus, le Bailleur sera toujours réputé satisfaire à toutes ses obligations et notamment à celles visées par l'article 1719 du Code civil.

A l'expiration du bail, le Preneur rendra les biens loués en bon état de réparations, d'entretien et de fonctionnement.

#### **Article 10 – Aménagement des biens loués**

Le Preneur ne pourra effectuer aucuns travaux de transformation, changement de distribution sans accord préalable et écrit du Bailleur.

En cas d'autorisation du Bailleur pour effectuer de tels travaux, le Preneur devra les effectuer à ses risques et périls sans que le Bailleur puisse être ni inquiété ni recherché à ce sujet.

Si ces travaux affectent le gros œuvre, ils devront être exécutés sous la surveillance d'un architecte dont les honoraires seront à la charge du Preneur qui devra souscrire une assurance dommages-ouvrage.

Tout embellissement, amélioration et installation faits par le Preneur dans les lieux loués resteront à la fin du présent bail la propriété du Bailleur sans indemnité et devront être remis en bon état d'entretien en fin de jouissance, sans préjudice du droit réservé au Bailleur d'exiger la remise en l'état primitif, pour tout ou partie, aux frais du Preneur.

Le Bailleur a la faculté d'exiger à tout moment, aux frais du Preneur, à l'exception des travaux qu'il aurait autorisés, remise immédiate des lieux en l'état lorsque les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements de sécurité du local ou de l'immeuble en général.

Le Preneur devra déposer à ses frais tous coffrages, équipements, installations, décoration qu'il aurait faits dont l'enlèvement serait rendu nécessaire notamment pour la recherche et la réparation de fuites de toute nature, de fissures dans les conduits de fumée et de ventilation.

Dans le cas où l'immeuble est soumis au régime de la copropriété, préalablement à l'exécution de tous travaux, le Preneur, communiquera au Bailleur les éléments nécessaires à l'obtention de l'autorisation du syndicat des copropriétaires.

#### **Article 11 – Publicité**

Le Preneur aura le droit d'installer, dans l'emprise de sa façade commerciale, toute publicité extérieure indiquant sa dénomination et sa fonction, à condition qu'elle respecte les règlements administratifs en vigueur et à tous règlements qui s'appliquent à l'ensemble immobilier dans lequel il exerce et dont il reconnaît avoir eu connaissance.

Il s'engage à acquitter toutes taxes pouvant être dues à ce sujet.

L'installation sera faite aux frais du Preneur. Il devra l'entretenir constamment en parfait état et sera seul responsable des accidents que sa pose ou son existence pourrait occasionner.

En cas de restitution des biens, le Preneur devra faire disparaître toute trace de scellement après enlèvement desdites enseignes ou publicités.

#### **Article 12 – Assurance et recours**

Le Preneur devra assurer et maintenir assurés, auprès d'une compagnie notoirement solvable, les biens loués, les aménagements, les objets mobiliers, matériel et marchandises contre l'incendie, les risques locatifs, les risques professionnels, le recours des voisins et des tiers, les dégâts des eaux, la recherche de fuites, les explosions, les bris de glace, tous dommages matériels et immatériels et généralement tous les autres risques.

Si l'activité exercée par le Preneur entraîne pour le Bailleur, directement ou indirectement, des surprimes d'assurances, le Preneur sera tenu tout à la fois d'indemniser le Bailleur du montant de la surprime par lui payée et, en outre, de le garantir contre toutes réclamations. Il devra justifier de tout à chaque réquisition du Bailleur. Le Preneur s'engage, en cas de sinistre quelconque, à n'exercer aucun recours en garantie contre le Bailleur. En cas de sinistre, quelle qu'en soit la cause, les sommes qui seront dues au Preneur par la ou les compagnies ou sociétés d'assurances, formeront, aux lieu et place des objets mobiliers et du matériel, jusqu'au remplacement et au rétablissement de ceux-ci, la garantie du Bailleur. Les présentes vaudront transport en garantie au Bailleur de toutes indemnités d'assurance, jusqu'à concurrence des sommes qui lui seraient dues, tous pouvoirs étant donnés au porteur d'un exemplaire des présentes pour faire signifier le transport à qui besoin sera.

Le Preneur devra maintenir et renouveler ses assurances pendant toute la durée du bail, acquitter régulièrement les primes et cotisations et justifier du tout à toute réquisition du Bailleur et au moins annuellement, à la date anniversaire du bail, sans qu'il lui en soit fait la demande.

### **Article 13 – Cession – Sous-location**

Le Preneur ne pourra en aucun cas et sous aucun prétexte, sous-louer en totalité ou en partie, sous quelque forme que ce soit, les biens loués, les prêter, même à titre gratuit. De même, il ne pourra en aucun cas et sous aucun prétexte, céder son droit au présent bail.

### **Article 14 – Diagnostics Techniques**

#### **État des risques naturels et technologiques (ERNMT)**

Le Bailleur a communiqué au Preneur qui le reconnaît un État des Risques Naturels et Technologiques du périmètre dans lequel est situé le local loué, conformément aux dispositions des articles L. 125-5 et R. 125-26 du Code de l'environnement (cf. annexe 1).

Le Bailleur déclare qu'à sa connaissance le bien loué n'a pas fait objet d'une indemnisation en application des articles L. 125-2 du Code des assurances (indemnisation au titre des catastrophes naturelles) ou L. 128-2 du Code des assurances (indemnisation au titre des risques technologiques).

Le Preneur déclare faire son affaire personnelle de cette situation sans recours contre le Bailleur.

#### **Diagnostics de Performance Énergétique (DPE)**

Un diagnostic de performance énergétique a été établi, à titre informatif, conformément aux dispositions des articles L. 134-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation et a été communiqué au Preneur (cf. annexe 2).

#### **Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP)**

L'immeuble dans lequel est situé le local ayant été construit après le 1<sup>er</sup> janvier 1949, il n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 1334-7 du Code de la santé publique et des articles suivants.

#### **Diagnostic Amiante**

L'immeuble dans lequel est situé le local loué ayant été construit après le 1<sup>er</sup> juillet 1997, il n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 1334-14 du code de la santé publique et des articles suivants.

### **Article 15 – Résiliation**

Le Preneur pourra donner congé à tout moment à charge pour lui de prévenir le Bailleur par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois à l'avance ; la part de loyer payée d'avance restera acquise par le Bailleur.

Le Bailleur, pourra donner congé à tout moment à charge pour lui de prévenir le Preneur par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois à l'avance, la part de loyer payée d'avance sera alors restituée au Preneur.

## **Article 16– Clause résolutoire**

Il est expressément convenu, qu'à défaut de paiement d'un seul terme de loyer ou à défaut de remboursement à leur échéance exacte de toutes sommes accessoires audit loyer, notamment provisions, frais, taxes, impositions, charges ou en cas d'inexécution de l'une quelconque des clauses et conditions du présent bail, celui-ci sera résilié de plein droit un mois après un commandement de payer ou d'exécuter demeuré infructueux, sans qu'il soit besoin de former une demande en justice.

Dans le cas où le Preneur se refuserait à quitter les biens loués, son expulsion pourrait avoir lieu sur simple ordonnance de référé rendue par le président du Tribunal judiciaire territorialement compétent et exécutoire par provisions, nonobstant appel.

## **Article 17 – Fin du bail dérogatoire**

Eu égard au caractère dérogatoire du présent bail, le Preneur reconnaît n'avoir droit, à son échéance, ni au renouvellement du présent bail, ni au paiement d'une indemnité d'éviction, ni à se maintenir dans les lieux moyennant le paiement d'une indemnité d'occupation.

La durée du présent bail ne sera susceptible d'aucune reconduction et expirera au terme de la durée susvisée, même à défaut de dénonciation pour cette date.

A l'arrivée du terme des présentes, le Preneur devra spontanément quitter les Lieux Loués et les libérer de tout occupant de son chef. Il devra procéder à l'enlèvement de ses mobiliers et objets personnels, à ses frais.

En cas de maintien dans les Lieux Loués au-delà dudit terme, le Bailleur pourra contraindre le Preneur à les libérer par tous moyens.

Toutefois, en application de l'alinéa 2 de l'article L.145-5 du Code du commerce, si, à l'expiration de la durée du présent bail, et au plus tard à l'issue d'un délai d'un mois à compter de l'échéance, le Preneur est laissé en possession des lieux par le Bailleur, il s'opère un nouveau bail dont l'effet est réglé par les dispositions du statut des baux commerciaux.

À défaut, s'il n'est pas opéré un nouveau bail dont l'effet est réglé par les dispositions du statut des baux commerciaux, le Preneur pourra être indemnisé des travaux restant à amortir, sous réserve que ces derniers aient fait l'objet d'une approbation préalable par la Métropole sur la base d'une estimation chiffrée et sur présentation d'une facture acquittée et d'un bilan comptable établi par un expert-comptable.

## **Article 18 – Tolérances**

Il est formellement convenu que toutes les tolérances de la part du Bailleur ou de son mandataire relatives aux clauses et conditions énoncées ci-dessus, quelles qu'en aient pu être la fréquence et la durée, ne pourront jamais et en aucun cas être considérées comme apportant une modification ou suppression de ces clauses et conditions, ni comme génératrices d'un droit quelconque ; le Bailleur ou son mandataire pourra toujours y mettre fin par tous les moyens.

Les présentes expriment l'intégralité de l'accord des parties relatif au présent bail. Toute modification des présentes ne pourra résulter que d'un document écrit.

### **Article 19 – Élection de domicile et Attribution de juridiction**

Pour l'exécution des présentes, et leurs suites, les parties font élection de domicile en son siège social pour le Bailleur et dans les locaux loués pour le Preneur.

Pour les litiges relatifs aux présentes, les parties donnent compétence aux juridictions du lieu de situation de l'immeuble, nonobstant les cas de pluralité de défenseurs ou d'appel garantie.

### **Article 20 – Informatique et libertés**

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention.

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

### **Article 21 – Annexes**

Le préambule et les annexes au présent bail font partie intégrante du présent bail et ont valeur contractuelle :

- Annexe 1 : Etat des risques naturels et technologiques (ERNMT)
- Annexe 2 : Diagnostic de performance énergétique (DPE)
- Annexe 3 : Plan local

Le présent acte est établi en deux exemplaires

Dont acte,

Fait à Toulon, le

**Le Preneur,**

Artak TOVMASYAN

**Le Bailleur,**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**  
Le Président,

Jean-Pierre GIRAN

## Etat des Risques et Pollutions

En application des articles L125-5 à 7 et R125-26 du code de l'environnement.

Référence : 22681612.5

Réalisé par Yannick ULVE

Pour le compte de BUREAU VERITAS

**Date de réalisation : 27 juin 2024 (Valable 6 mois)**

Selon les informations mises à disposition par arrêté préfectoral :

N° DDTM/SPP/PR/2023-02 du 16 octobre 2023.

## REFERENCES DU BIEN

Adresse du bien

51 AVENUE EDOUARD HERRIOT

83000 Toulon

**Référence(s) cadastrale(s):**

DL0350

ERP établi selon les parcelles localisées au cadastre.

Bailleur

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**



## SYNTHESES

A ce jour, la commune est soumise à l'obligation d'Information Acquéreur Locataire (IAL). Une déclaration de sinistre indemnisé est nécessaire.

Etat des Risques et Pollutions (ERP)						
Votre commune				Votre immeuble		
Type	Nature du risque	Etat de la procédure	Date	Concerné	Travaux	Réf.
PPRI	Effet thermique Pyrotechnie Toulon	prescrit	01/03/2013	non	non	p.3
PPRI	Effet de surpression Pyrotechnie Toulon	prescrit	01/03/2013	non	non	p.3
PPRI	Effet toxique Pyrotechnie Toulon	prescrit	01/03/2013	non	non	p.4
PPRI	Projection Pyrotechnie Toulon	prescrit	01/03/2013	non	non	p.4
PER	Inondation	approuvé	08/02/1989	non	non	p.5
PER	Mouvement de terrain	approuvé	08/02/1989	non	non	p.5
PPRI	Effet thermique Commandement de la L.L.	approuvé	14/06/2023	non	non	p.6
PPRI	Mouvement de terrain	révisé	20/12/2013	non	non	p.7
SIS <sup>(1)</sup>	Pollution des sols	approuvé	28/04/2019	non	-	p.7
Zonage de sismicité : 2 - Faible <sup>(2)</sup>				oui	-	-
Zonage du potentiel radon : 3 - Significatif <sup>(3)</sup>				oui	-	-

Commune non concernée par la démarche d'étude du risque lié au recul du trait de côte.

Etat des risques approfondi (Synthèse Risque Argile / ENSA / ERPS)	Concerné	Détails
Plan d'Exposition au Bruit <sup>(4)</sup>	Non	-
Basias, Basol, Icpe	Non	0 site* à - de 500 mètres

\*ce chiffre ne comprend pas les sites non localisés de la commune.

(1) Secteur d'Information sur les Sols.

(2) Zonage sismique de la France d'après l'annexe des articles R563-1 à 8 du Code de l'Environnement modifiés par les Décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 du 22 octobre 2010 ainsi que par l'Arrêté du 22 octobre 2010 (nouvelles règles de construction parasismique - EUROCODE 8).








(3) Situation de l'immeuble au regard des zones à potentiel radon du territoire français définies à l'article R.1333-29 du code de la santé publique modifié par le Décret n°2018-434 du 4 juin 2018, délimitées par l'Arrêté interministériel du 27 juin 2018.

(4) Information cartographique consultable en mairie et en ligne à l'adresse suivante : <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb>

**Attention, les informations contenues dans le second tableau de synthèse ci-dessus sont données à titre informatif. Pour plus de détails vous pouvez commander un Etat des risques approfondi.**



Attention, les informations contenues dans ce tableau de synthèse sont données à titre informatif et ne sont pas détaillées dans ce document.

Etat des risques complémentaires (Géorisques)			
Risques		Concerné	Détails
 Inondation	TRI : Territoire à Risque important d'Inondation	Oui	Présence d'un TRI sur la commune sans plus d'informations sur l'exposition du bien.
	AZI : Atlas des Zones Inondables	Non	-
	PAPI : Programmes d'actions de Prévention des Inondations	Oui	Présence d'un PAPI sur la commune sans plus d'informations sur l'exposition du bien.
	Remontées de nappes	Oui	Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave, fiabilité FAIBLE (dans un rayon de 500 mètres).
 Installation nucléaire		Non	-
 Mouvement de terrain		Non	-
 Pollution des sols, des eaux ou de l'air	BASOL : Sites pollués ou potentiellement pollués	Non	-
	BASIAS : Sites industriels et activités de service	Non	-
	ICPE : Installations industrielles	Oui	Le bien se situe dans un rayon de 1000 mètres d'une ou plusieurs installations identifiées.
 Cavités souterraines		Non	-
 Canalisation TMD		Oui	Le bien se situe dans une zone tampon de 1000 mètres autour d'une canalisation.
 Retrait / gonflement des argiles		Oui	Le bien se situe dans une zone d'aléa Moyen.

Source des données : <https://www.georisques.gouv.fr/>

## SOMMAIRE

Synthèses.....	1
Imprimé officiel.....	5
Localisation sur cartographie des risques .....	6
Procédures ne concernant pas l'immeuble.....	10
Déclaration de sinistres indemnisés.....	11
Argiles - Information relative aux travaux non réalisés .....	12
Prescriptions de travaux, Documents de référence, Conclusions.....	13
Annexes.....	14



## État des Risques et Pollutions

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être joint en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un bien immobilier et à être remis, dès la première visite, au potentiel acquéreur par le vendeur ou au potentiel locataire par le bailleur. Il doit dater de moins de 6 mois et être actualisé, si nécessaire, lors de l'établissement de la promesse de vente, du contrat préliminaire, de l'acte authentique ou du contrat de bail.

### Situation du bien immobilier (bâti ou non bâti)

Document réalisé le : 27/06/2024

Parcelle(s) : DL0350

51 AVENUE EDOUARD HERRIOT 83000 Toulon

### Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques naturels (PPRn)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

prescrit

oui ☐ non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

appliqué par anticipation

oui ☐ non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

approuvé

oui ☐ non ☒

Les risques naturels pris en compte sont liés à :

(les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Inondation ☐ Crue torrentielle ☐ Remontée de nappe ☐ Submersion marine ☐ Avalanche ☐  
Mouvement de terrain ☐ Mvt terrain-Sécheresse ☐ Séisme ☐ Cyclone ☐ Eruption volcanique ☐  
Feu de forêt ☐ autre ☐

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRn

oui ☐ non ☒

si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR naturel ont été réalisés

oui ☐ non ☐

### Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques miniers (PPRm)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

prescrit

oui ☐ non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

appliqué par anticipation

oui ☐ non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

approuvé

oui ☐ non ☒

Les risques miniers pris en compte sont liés à :

(les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Risque miniers ☐ Affaissement ☐ Effondrement ☐ Tassement ☐ Emission de gaz ☐  
Pollution des sols ☐ Pollution des eaux ☐ autre ☐

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRm

oui ☐ non ☒

si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR miniers ont été réalisés

oui ☐ non ☐

### Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques technologiques (PPRt)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt

approuvé

oui ☐ non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt

prescrit

oui ☐ non ☒

Les risques technologiques pris en compte sont liés à :

(les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Risque industriel ☐ Effet thermique ☐ Effet de surpression ☐ Effet toxique ☐ Projection ☐

L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement

oui ☐ non ☒

L'immeuble est situé en zone de prescription

oui ☐ non ☒

Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés

oui ☐ non ☐

Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location\*

oui ☐ non ☐

\*Information à compléter par le vendeur / bailleur. Dispositif issu de la Préfecture

### Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

L'immeuble est situé dans une zone de sismicité classée en :

zone 1 ☐ zone 2 ☒ zone 3 ☐ zone 4 ☐ zone 5 ☐

Très faible Faible Modérée Moyenne Forte

### Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

L'immeuble se situe dans une zone à potentiel radon :

zone 1 ☐ zone 2 ☐ zone 3 ☒

Faible Faible avec facteur de transfert Significatif

### Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T (catastrophe naturelle, minière ou technologique)

L'immeuble a donné lieu au versement d'une indemnité à la suite d'une catastrophe N/M/T\*

oui ☐ non ☐

\*Information à compléter par le vendeur / bailleur

### Information relative à la pollution des sols

L'immeuble est situé dans un Secteur d'Information sur les Sols (SIS)

oui ☐ non ☒

Selon les informations mises à disposition par l'arrêté préfectoral du 26/04/2019 portant création des SIS dans le département

### Situation de l'immeuble au regard du recul du trait de côte (RTC)

L'immeuble est situé sur une commune concernée par le recul du trait de côte et listée par décret

oui ☐ non ☒

L'immeuble est situé dans une zone exposée au recul du trait de côte identifiée par un document d'urbanisme

oui, à horizon d'exposition de 0 à 30 ans ☐ oui, à horizon d'exposition de 30 à 100 ans ☐ non ☐ zonage indisponible ☐

L'immeuble est concerné par des prescriptions applicables à cette zone

oui ☐ non ☐

L'immeuble est concerné par une obligation de démolition et de remise en état à réaliser

oui ☐ non ☐

\*Information à compléter par le vendeur / bailleur

### Parties concernées

Bailleur METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

à

le

Locataire

à

le

Attention ! S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.



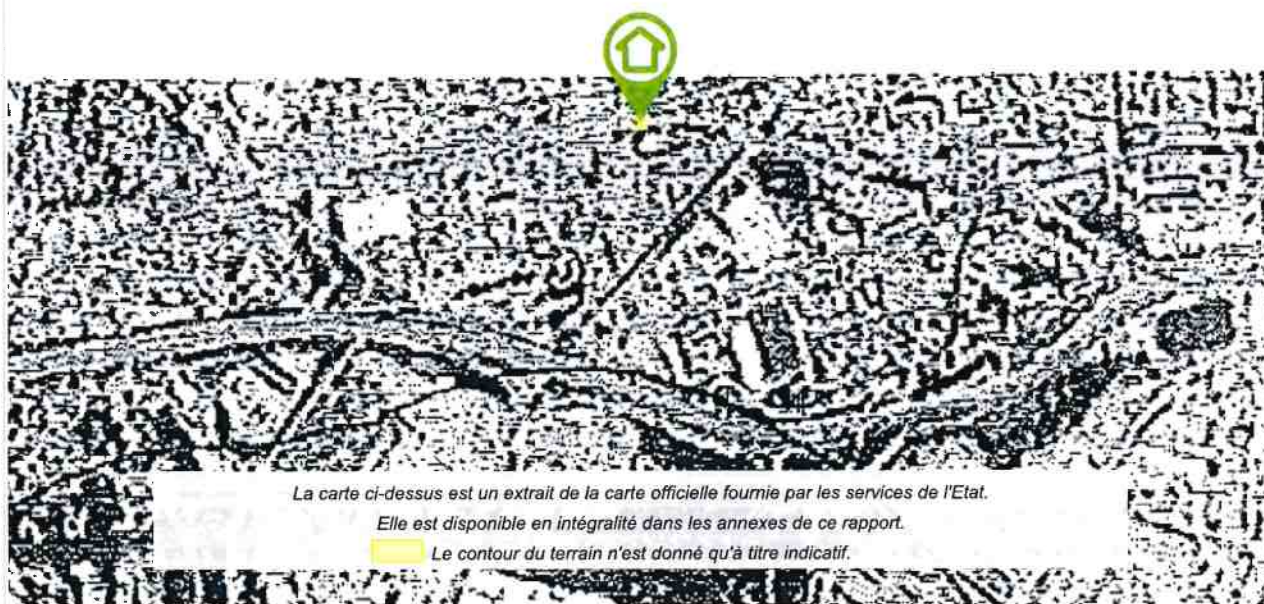
## Effet thermique

PPRt Effet thermique, prescrit le 01/03/2013 (multirisque)

## Non concerné\*

\* L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'une zone à risques

PMu "Méditerranée")



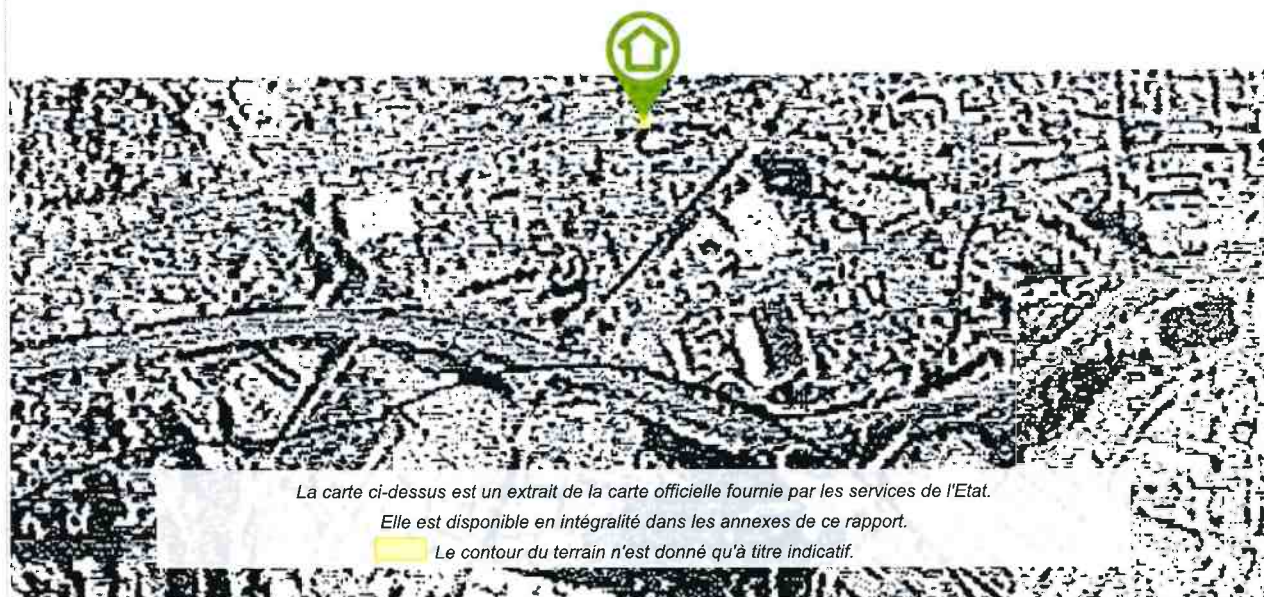
## Effet de surpression

PPRt Effet de surpression, prescrit le 01/03/2013 (multirisque)

## Non concerné\*

\* L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'une zone à risques

PMu "Méditerranée")





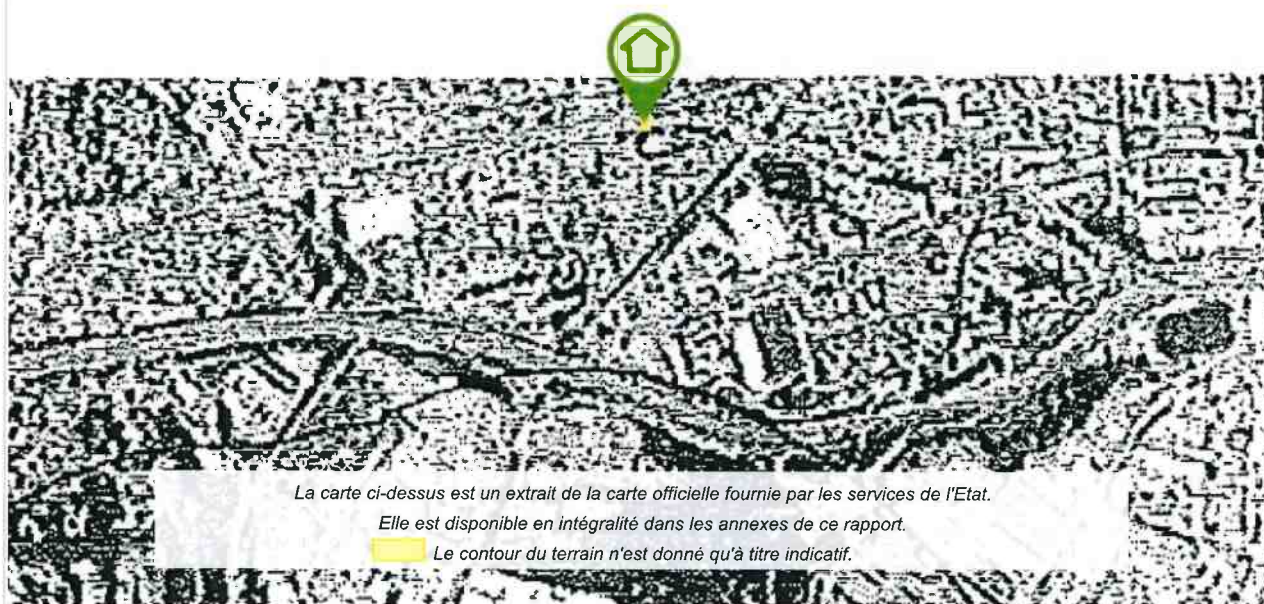
## Effet toxique

PPRt Effet toxique, prescrit le 01/03/2013 (multirisque)

## Non concerné\*

\* L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'une zone à risques

PMu "Méditerranée")



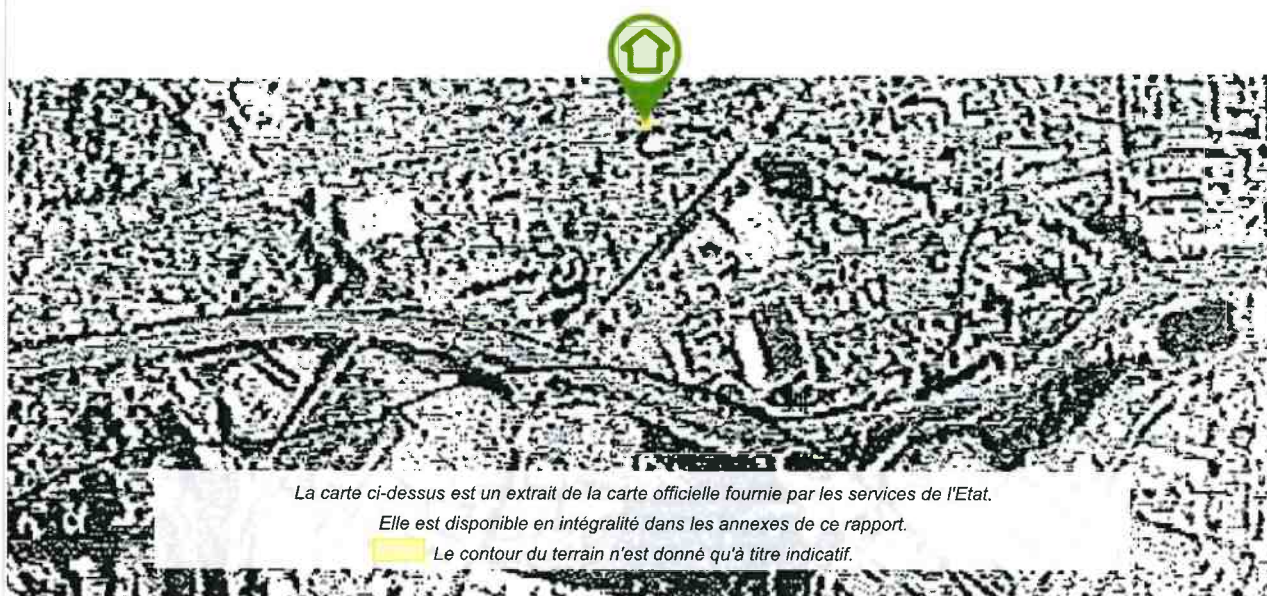
## Projection

PPRt Projection, prescrit le 01/03/2013 (multirisque)

## Non concerné\*

\* L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'une zone à risques

PMu "Méditerranée")





## Inondation

PER Inondation, approuvé le 08/02/1989 (multirisque)

## Non concerné\*

\* L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'une zone à risques

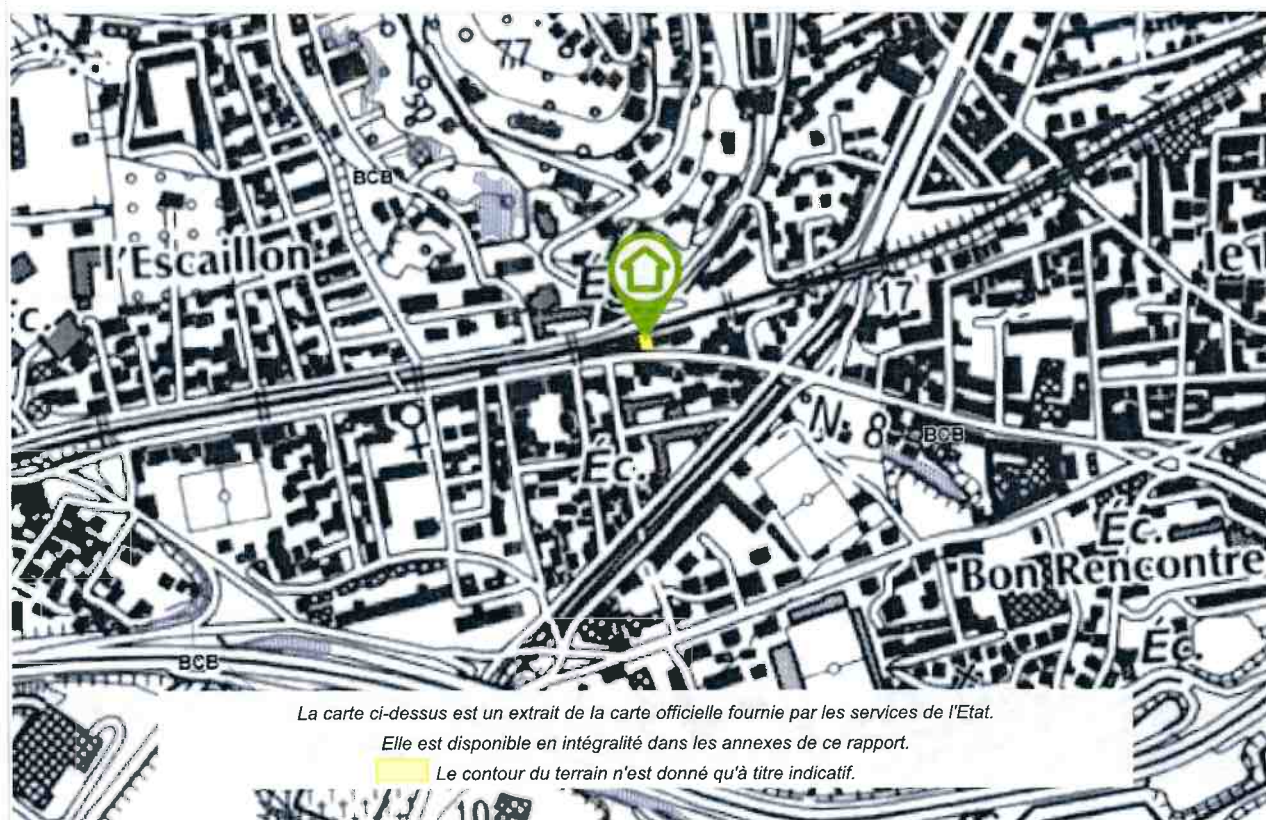


## Mouvement de terrain

PER Mouvement de terrain, approuvé le 08/02/1989 (multirisque)

## Non concerné\*

\* L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'une zone à risques



## Effet thermique

PPRt Effet thermique, approuvé le 14/06/2023

## Non concerné\*


\* L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'une zone à risques



Le sous-directeur de l'action in  
de l'environnement et du développ

La carte ci-dessus est un extrait de la carte officielle fournie par les services de l'Etat.

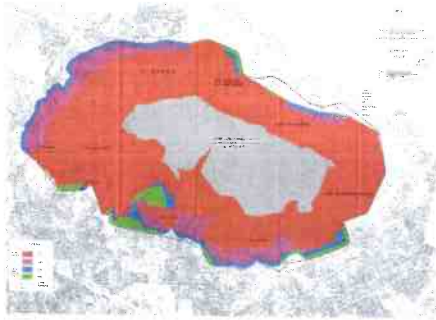
Elle est disponible en intégralité dans les annexes de ce rapport.

 Le contour du terrain n'est donné qu'à titre indicatif.

## Cartographies ne concernant pas l'immeuble

*Au regard de sa position géographique, l'immeuble n'est pas concerné par :*

Le PPRn Mouvement de terrain, révisé le 20/12/2013



Le SIS Pollution des sols, approuvé le 26/04/2019





## Déclaration de sinistres indemnisés

en application des articles L 125-5 et R125-26 du Code de l'environnement

Si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à des événements ayant eu pour conséquence la publication d'un arrêté de catastrophe naturelle, cochez ci-dessous la case correspondante dans la colonne "Indemnisé".

### Arrêtés CATNAT sur la commune

Risque	Début	Fin	JO	Indemnisé
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	24/10/2023	24/10/2023	06/01/2024	<input type="checkbox"/>
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/04/2022	30/09/2022	03/05/2023	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	03/10/2021	05/10/2021	14/01/2022	<input type="checkbox"/>
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/01/2020	30/06/2020	06/06/2021	<input type="checkbox"/>
Marée de tempête	23/11/2019	24/11/2019	29/01/2020	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	22/10/2019	23/10/2019	31/10/2019	<input type="checkbox"/>
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/07/2019	30/09/2019	12/06/2020	<input type="checkbox"/>
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/07/2017	30/09/2017	20/10/2018	<input type="checkbox"/>
Inondation - Par ruissellement et coulée de boue	19/09/2014	19/09/2014	07/12/2014	<input type="checkbox"/>
Mouvement de terrain	10/02/2014	11/02/2014	07/11/2014	<input type="checkbox"/>
Inondation - Par ruissellement et coulée de boue	26/10/2012	26/10/2012	13/01/2013	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	08/11/2011	09/11/2011	07/03/2012	<input type="checkbox"/>
Par submersion marine	04/11/2011	10/11/2011	19/11/2011	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	04/05/2010	04/05/2010	26/06/2010	<input type="checkbox"/>
Par submersion marine	15/12/2008	15/12/2008	22/04/2009	<input type="checkbox"/>
Par submersion marine	14/12/2008	15/12/2008	22/04/2009	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	24/09/2006	25/09/2006	10/03/2007	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	17/01/1999	18/01/1999	02/05/1999	<input type="checkbox"/>
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/01/1998	31/12/1998	18/07/2001	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	26/09/1992	27/09/1992	08/07/1993	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	13/10/1988	15/10/1988	03/03/1989	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	28/08/1983	29/08/1983	18/11/1983	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	23/08/1983	24/08/1983	18/11/1983	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	29/09/1982	30/09/1982	26/12/1982	<input type="checkbox"/>

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le portail dédié à la prévention des risques majeurs : <https://www.georisques.gouv.fr/>

Préfecture : Toulon - Var  
Commune : Toulon

Adresse de l'immeuble :  
51 AVENUE EDOUARD HERRIOT  
Parcelle(s) : DL0350  
83000 Toulon  
France

Etabli le : \_\_\_\_\_

Bailleur : \_\_\_\_\_

Locataire : \_\_\_\_\_

## Argiles - Information relative aux travaux non réalisés

Conformément aux dispositions de l'article R125-24 du Code de l'environnement pris en son dernier alinéa :

*« En cas de vente du bien assuré et lorsqu'il dispose du rapport d'expertise qui lui a été communiqué par l'assureur conformément à l'article L. 125-2 du code des assurances, le vendeur joint à l'état des risques la liste des travaux permettant un arrêt des désordres existants non réalisés bien qu'ayant été indemnisés ou ouvrant droit à une indemnisation et qui sont consécutifs à des dommages matériels directs causés par le phénomène naturel de mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols survenus pendant la période au cours de laquelle il a été propriétaire du bien ».*

	Oui	Non
L'immeuble présente des désordres répondant aux critères énoncés dans l'article ci-dessus reproduit.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le vendeur doit joindre à l'état des risques la liste des travaux non encore réalisés permettant un arrêt de ces désordres.

## Prescriptions de travaux

Aucune

## Documents de référence

Aucun

## Conclusions

L'Etat des Risques délivré par BUREAU VERITAS en date du 27/06/2024 fait apparaître que la commune dans laquelle se trouve le bien fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°DDTM/SPP/PR/2023-02 en date du 16/10/2023 en matière d'obligation d'Information Acquéreur Locataire sur les Risques Naturels, Miniers et Technologiques.

Selon les informations mises à disposition dans le Dossier Communal d'Information, le BIEN est ainsi concerné par :

- Le risque sismique (niveau 2, sismicité Faible) et par la réglementation de construction parasismique EUROCODE 8
- Le risque Radon (niveau : significatif)

## Sommaire des annexes

> Arrêté Préfectoral départemental n° DDTM/SPP/PR/2023-02 du 16 octobre 2023

> Cartographies :

- Cartographie réglementaire du PPRT multirisque, prescrit le 01/03/2013
- Cartographie réglementaire du PER multirisque, approuvé le 08/02/1989
- Cartographie réglementaire du PER multirisque, approuvé le 08/02/1989
- Cartographie réglementaire du PPRT Effet thermique, approuvé le 14/06/2023
- Fiche d'information des acquéreurs et des locataires sur la sismicité
- Cartographie réglementaire de la sismicité
- Fiche d'information des acquéreurs et des locataires sur le risque radon

*A titre indicatif, ces pièces sont jointes au présent rapport.*



**PRÉFET  
DU VAR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer du Var**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SPP/PR/2023-02 du 16 OCT. 2023**

***abrogeant l'arrêté préfectoral du 20 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs***

**Le préfet du Var,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L. 125-5 et R. 123-23 à R. 125-27 ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.271-4 et L. 271-5 ;

**Vu** la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets et notamment l'article 236 ;

**Vu** le décret 2022-1289 du 1<sup>er</sup> octobre 2022 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur les risques ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Var à compter du 21 août 2022 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs du 20 avril 2011 ;

**Considérant** que l'article 236 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, a introduit diverses évolutions applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

**Considérant** que le vendeur et le bailleur sont dans l'obligation d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien sur l'état des risques ;

**Considérant** que l'état des risques, relatif à l'obligation d'information du vendeur et du bailleur à l'encontre de l'acquéreur ou du locataire, est accessible via le site Géorisques ;

**Sur proposition** du directeur départemental des territoires et de la mer du Var ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de l'arrêté**

L'arrêté préfectoral du 20 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs, dressant la liste des communes dans lesquelles s'applique l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs, est abrogé.

### **Article 2 : Effet de l'arrêté**

Les arrêtés préfectoraux listés en annexe du présent arrêté relatifs à l'élaboration de l'état des risques et pollutions de biens immobiliers concernant chaque commune sont abrogés.

### **Article 3 : Mesures d'information**

Toutes les communes du département du Var sont concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires (IAL) de biens immobiliers concernant les risques naturels et technologiques majeurs.

Les documents cités à l'article R. 125-24 du code de l'environnement, relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs, sont accessibles sur le site GEORISQUES : [www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr).

Le site GEORISQUES, à partir de l'onglet ERRIAL (<https://errial.georisques.gouv.fr>), devient le site de référence pour la génération de l'état des risques et pollutions. Tout citoyen peut donc obtenir automatiquement un état pré-rempli des risques auxquels un bien immobilier est soumis.

Il appartient aux professionnels de l'immobilier ou aux propriétaires de vérifier l'exactitude des informations contenues dans l'ERRIAL et de les compléter à partir d'informations dont il dispose sur le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

Les informations relatives aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et technologiques sont accessibles sur le portail internet des services de l'État dans le Var.

Un imprimé à remplir est également disponible sur le site Géorisques.

### **Article 4 : Mesures de publicité**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var et affiché dans les mairies concernées. Une copie est adressée aux maires des communes concernées, à la chambre départementale des notaires du Var et à la chambre de commerce et d'industrie du Var.

### **Article 5 : Délai de recours**

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Il est possible de déposer le recours contentieux devant le tribunal administratif par voie électronique via l'application internet « télerecours citoyens » à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>

**Article 6: Exécution du présent arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le directeur départemental des territoires et de la mer du Var et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait le,

**16 OCT. 2023**

**Le Préfet**

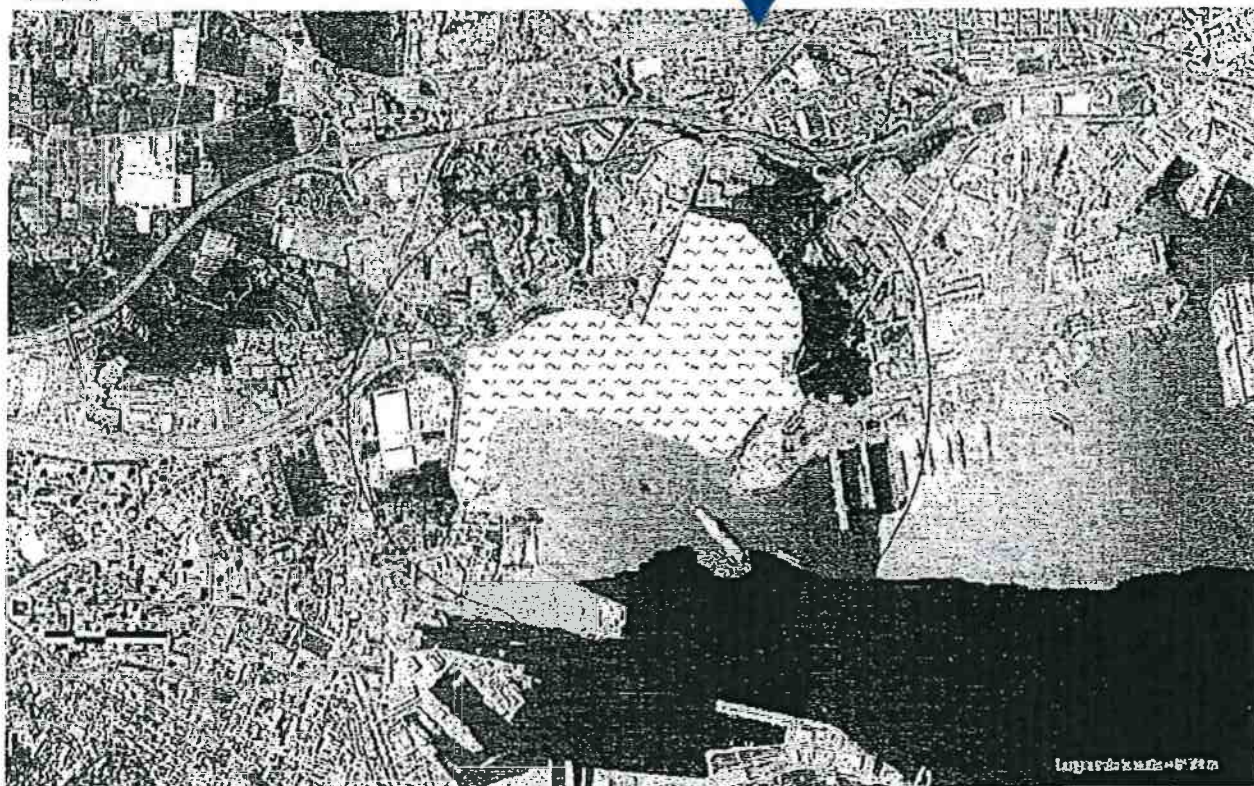
**Philippe MAHÉ**

## ANNEXE

Périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques  
de la pyrotechnie principale de Toulon (département du Var).



PPRT de la pyrotechnie de Toulon (EPMu "Méditerranée")  
Périmètre d'étude



Sources :

SEHRA



FEVRIER 2006

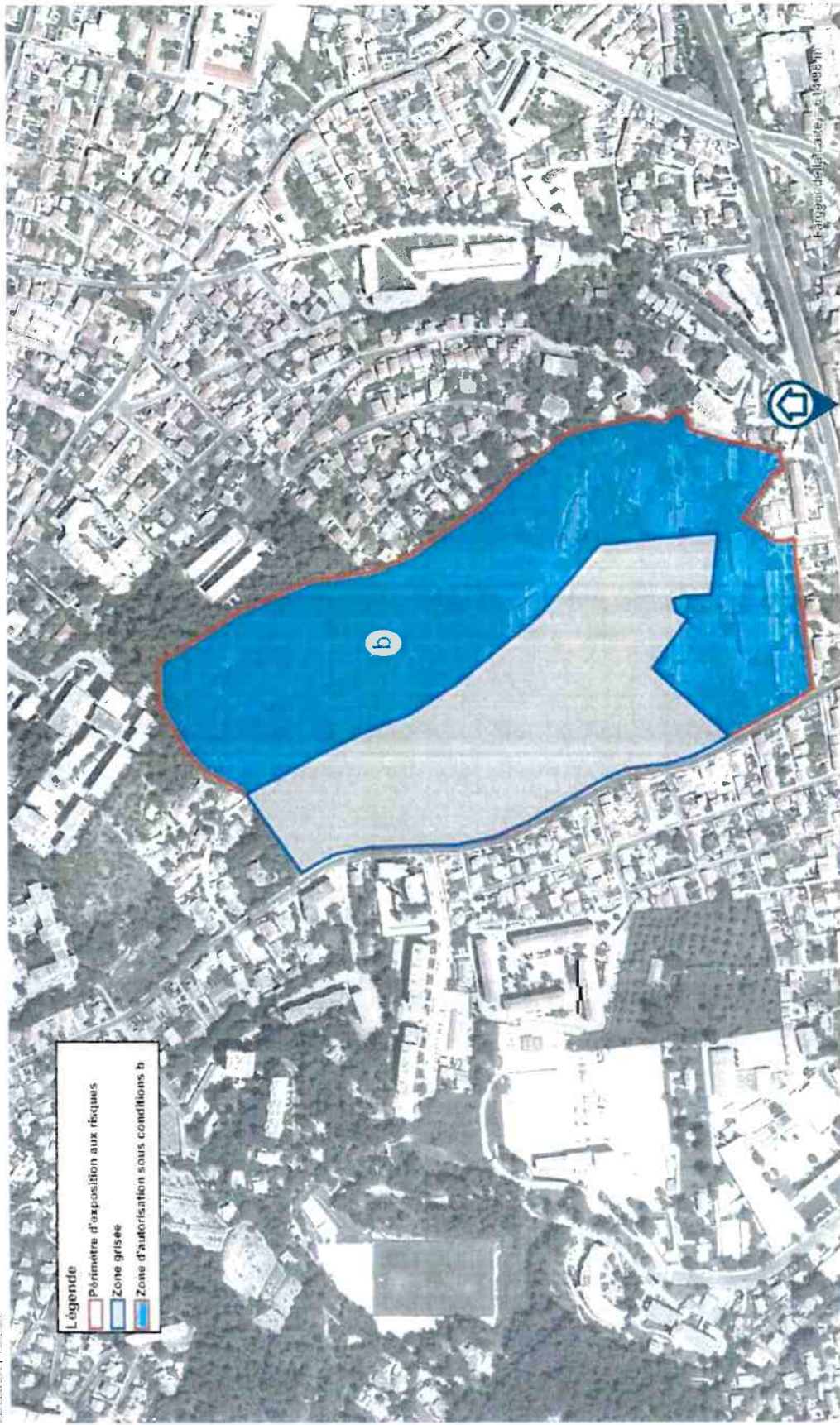








# PPRT de Toulon (DEMa Toulon Parc des Arenes) Carte de zonage réglementaire



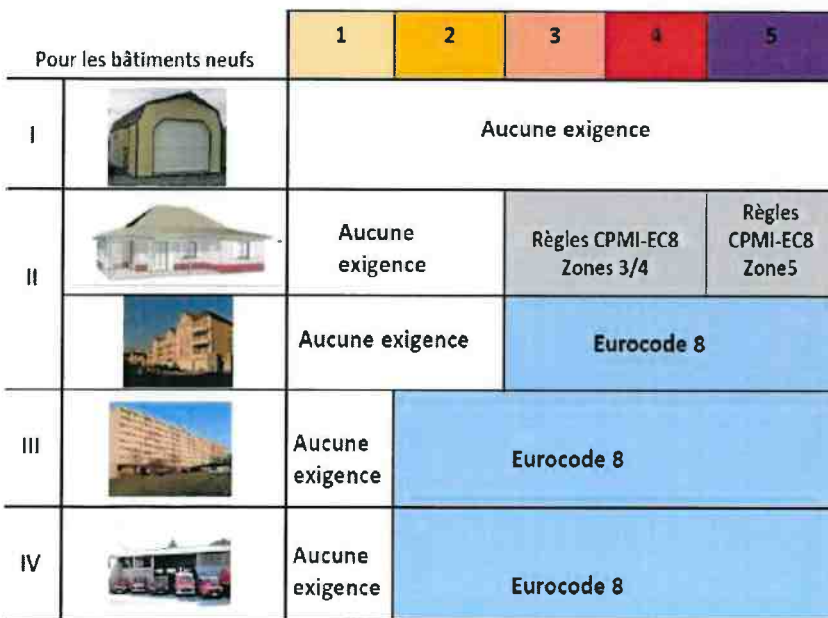
Sources : DDAE 2017  
Dossier : Calculs du 20/01/2019, v2  
Rédaction : Etienne FIANOS, JACQUES - 19/03/2021 - MAPINFO V 9.5 - SIGALEA® V 3.2.014 - © INERIS 2019

ST A

Le sous-directeur de l'action immobilière,  
de l'environnement et du développement durable

Les données de sismicité instrumentale et historique et des calculs de probabilité permettent d'aboutir à l'élaboration d'un zonage sismique. Cette analyse probabiliste représente la possibilité pour un lieu donné, d'être exposé à des secousses telluriques. Elle prend en compte la répartition spatiale non uniforme de la sismicité sur le territoire français et a permis d'établir la cartographie ci-contre qui découpe le territoire français en 5 zones de sismicité: **très faible, faible, modérée, moyenne, forte**. Les constructeurs s'appuient sur ce zonage sismique pour appliquer des dispositions de constructions adaptées au degré d'exposition **au risque sismique**.

**IV – bâtiments indispensables à la sécurité civile et à la gestion de crise (hôpitaux, casernes de pompiers, préfectures ...)**









**Pour connaître, votre zone de sismicité:** <https://www.georisques.gouv.fr/> - rubrique « Connaître les risques près de chez moi »

**Que faire en cas de séisme ?** → <https://www.georisques.gouv.fr/me-preparer-me-proteger/que-faire-en-cas-de-seisme>

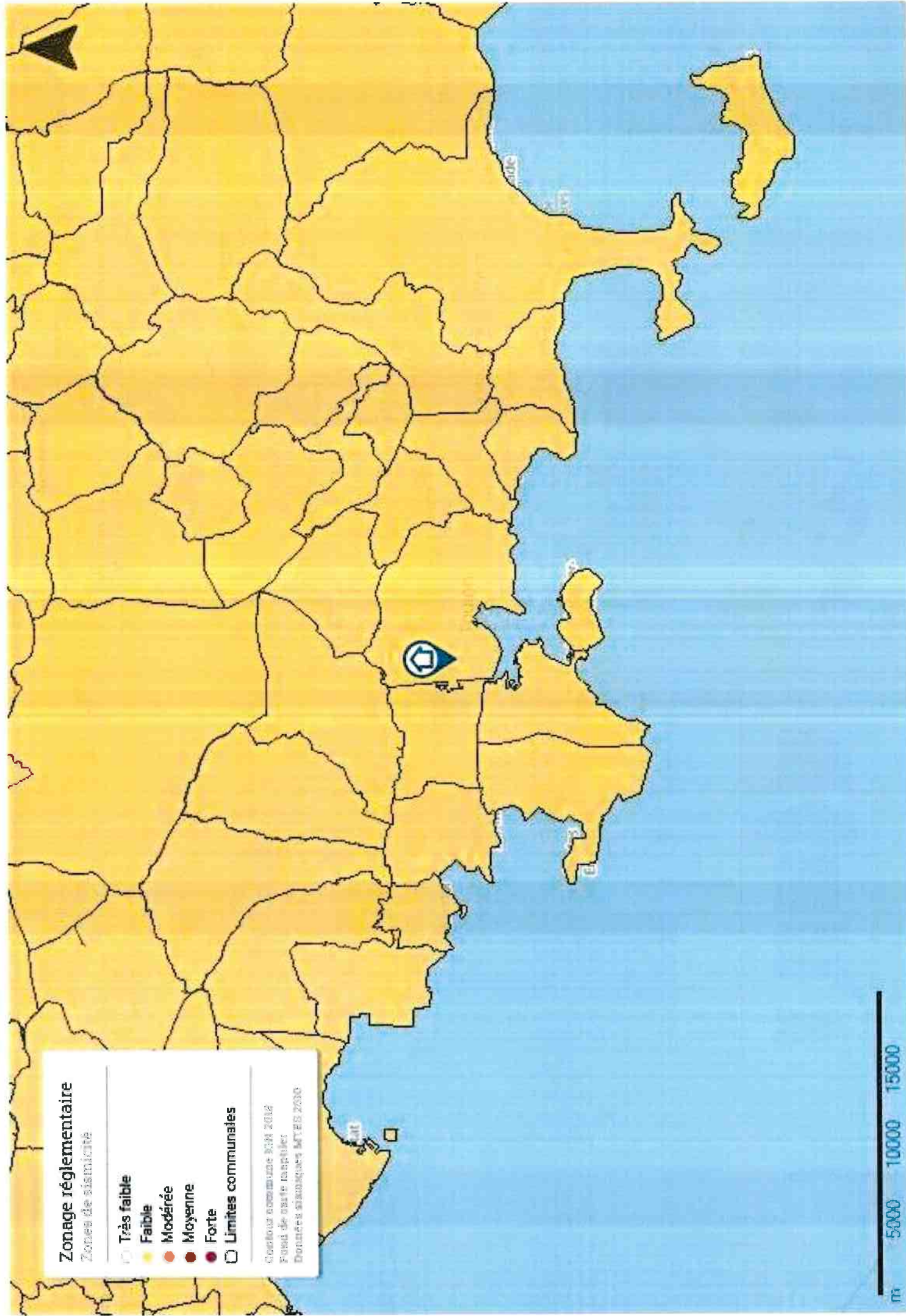


## Zonage réglementaire

Zones de sismicité

-  Très faible
-  Faible
-  Modérée
-  Moyenne
-  Forte
-  Limites communales

Cadastre communal 2014 2012  
Fond de carte mapbox  
Données sismiques MTEIS 2010



## Le zonage radon sur ma commune

### Le zonage à potentiel radon des sols France métropolitaine



### Qu'est-ce que le radon ?

Le radon est un gaz radioactif naturel inodore, incolore et inerte chimiquement. Il est issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents dans le sol et les roches.

Le radon est présent partout : dans l'air, le sol, l'eau avec une concentration très variable d'un lieu à l'autre suivant de nombreux facteurs : pression, température, porosité, ventilation...

Dans l'air extérieur, le radon se dilue rapidement et sa concentration moyenne reste généralement très faible. Par contre, dans les espaces clos comme les bâtiments, il peut s'accumuler et atteindre parfois des concentrations élevées.

Les zones les plus concernées par des niveaux élevés de radon dans les bâtiments sont celles ayant des formations géologiques naturellement riches en uranium (sous-sols granitiques et volcaniques).

La concentration en radon se mesure en becquerel par mètre cube d'air (Bq/m³) et le niveau moyen de radon dans l'habitat français est inférieur à 100 Bq/m³. Il existe néanmoins d'importantes disparités liées aux caractéristiques du sol, mais aussi du bâtiment et de sa ventilation. La concentration varie également selon les habitudes de ses occupants en matière d'aération et de chauffage.

### Quel est le risque pour la santé ?

Le radon est classé comme cancérogène certain pour le poumon depuis 1987 (Centre international de recherche sur le cancer de l'OMS). En effet, le radon crée, en se désintégrant, des descendants solides radioactifs (polonium, bismuth, plomb) qui peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

À long terme, l'inhalation du radon conduit à augmenter le risque de développer un cancer du poumon. Cette augmentation est proportionnelle à l'exposition cumulée tout au long de sa vie.

En France, le radon est la seconde cause de cancer du poumon, après le tabac, et on estime qu'environ 3000 décès par an lui sont imputables. Qui plus est, pour une même exposition au radon, le risque de développer un cancer du poumon est environ 20 fois plus élevé pour un fumeur que pour un non-fumeur.

### Comment connaître l'exposition au radon dans son habitation ?

Le seul moyen de connaître son niveau d'exposition au radon est de le mesurer grâce à des détecteurs (dosimètres radon) pendant au moins de 2 mois en période de chauffe (mi-septembre à fin avril) dans les pièces aux niveaux les plus bas occupés (séjour et chambre de préférence). En effet, le radon provenant principalement des sols sous les bâtiments, les expositions les plus élevées se situent généralement dans les lieux de vie les plus proches du sol.

Les détecteurs sont commercialisés et analysés par des laboratoires spécialisés (renseignements disponibles sur les sites internet mentionnés dans les contacts utiles ci-dessous). Des détecteurs peuvent également être mis à disposition ponctuellement lors de campagnes de prévention (renseignements auprès de sa commune, de l'agence régionale de santé (ARS) ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)).

Il est recommandé d'avoir un niveau de radon dans son logement inférieur au niveau de référence fixé à 300 Bq/m³, et plus généralement, le plus bas raisonnablement possible.

### Comment réduire l'exposition au radon dans son habitation ?

Des solutions techniques existent pour réduire la concentration en radon dans son habitation :

- ✓ aérer quotidiennement son domicile par l'ouverture des fenêtres au moins 10 minutes par jour ;
- ✓ ne pas obstruer les entrées et les sorties d'air, quand elles existent, et les nettoyer régulièrement ;
- ✓ veiller à l'entretien régulier du système de ventilation, quand il existe, et à changer les filtres régulièrement.

Les travaux d'aménagement suivants permettent également de réduire la concentration en radon dans son habitation :

- ✓ assurer l'étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol vis-à-vis du passage du radon (fissures, joints sol/mur, passages des réseaux) ;
- ✓ améliorer, rétablir ou mettre en œuvre une ventilation naturelle ou mécanique dans le soubassement de son domicile.

Les solutions techniques sont à choisir et à adapter à son bâtiment. Aussi, il est conseillé de faire appel à des professionnels du bâtiment qui pourront réaliser un diagnostic de la situation et aider à choisir les solutions les plus adaptées. Une fois ces solutions mises en œuvre, il est recommandé de vérifier leur efficacité en réalisant de nouvelles mesures de radon.



### Le potentiel radon des sols

Le potentiel radon des sols représente la capacité du sol à émettre du radon. Il prend en compte la richesse en uranium et radium présents dans les roches du sous-sol, la porosité du sol ainsi que plusieurs facteurs géologiques particuliers pouvant favoriser la remontée du radon vers la surface comme les failles, les cavités souterraines, les zones minières...

Il ne permet pas de connaître la concentration dans son habitation et donc son exposition réelle au radon qui dépend aussi de la qualité de la construction et de son mode de vie. Il permet toutefois d'émettre certaines recommandations selon son intensité.

### Recommandations pour un logement situé dans une commune à potentiel radon significatif (zone 3)

Il est recommandé de procéder au mesurage du radon dans son logement dans des pièces aux niveaux les plus bas occupés. Le nombre de détecteurs à placer dépend de la surface du bâtiment, avec a minima deux détecteurs à positionner de préférence dans le séjour et une chambre.

Si les résultats sont inférieurs au niveau de référence de 300 Bq/m<sup>3</sup>, aucune action particulière n'apparaît aujourd'hui nécessaire, à l'exception des bonnes pratiques en termes de qualité de l'air intérieur de son logement (aération quotidienne de son logement par ouverture des fenêtres au moins dix minutes par jour, pas d'obstruction des systèmes de ventilation...).

Si les résultats dépassent légèrement le niveau de référence, il est recommandé de mettre en œuvre des solutions techniques pour réduire l'exposition au radon dans son habitation. De nouvelles mesures sont à réaliser à l'issue de la réalisation des travaux pour vérifier leur efficacité.

Si les résultats dépassent fortement le niveau de référence (> 1000 Bq/m<sup>3</sup>), il est fortement recommandé de mettre en œuvre des solutions techniques pour réduire l'exposition au radon dans son habitation. Les solutions sont à choisir et à adapter au bâtiment. Aussi, il est conseillé de faire appel à des professionnels du bâtiment qui pourront réaliser un diagnostic de la situation et aider à choisir les solutions les plus adaptées. Ces solutions peuvent être mises en œuvre progressivement en fonction des difficultés de réalisation ou de leur coût. À l'issue des travaux, il convient de réaliser de nouvelles mesures de radon pour vérifier leur efficacité.

Quel que soit le niveau de radon mesuré dans son logement, si des travaux de rénovation énergétique sont engagés (changement des fenêtres...), il convient de s'assurer du maintien d'un taux de renouvellement de l'air suffisant et d'aérer quotidiennement son logement par ouverture des fenêtres au moins dix minutes par jour. De nouvelles mesures de radon sont également conseillées pour connaître l'évolution de sa situation.

### Pour en savoir plus – contacts utiles

Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires : [www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr)  
Ministère de la santé et de la prévention : <https://sante.gouv.fr/sante-et-environnement/batiments/article/radon>  
Au niveau régional :  
ARS (santé, environnement) : [www.ars.sante.fr](http://www.ars.sante.fr)  
DREAL (logement) : <https://www.ecologie.gouv.fr/services-deconcentres-des-ministeres>  
Informations sur le radon :  
Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (risque, mesure) : [www.irs.fr/radon](http://www.irs.fr/radon)



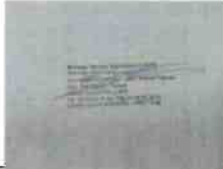
**BUREAU  
VERITAS**

## DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

*Une information au service de la lutte contre l'effet de serre*  
**(6.3.a bis) bureaux, services administratifs, enseignement**

Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006, Décret n° 2006-1147 du 14 septembre 2006, Décret n° 2007-363 du 19 mars 2007, Arrêté du 7 décembre 2007, Arrêté du 24 décembre 2012

### A INFORMATIONS GENERALES

N° de rapport : <b>23267874</b>	Signature :
Référence ADEME : <b>2483T2981920D</b>	
Date du rapport : <b>28/08/2024</b>	
Valable jusqu'au : <b>27/08/2034</b>	
Nature de l'ERP : <b>Bureau</b>	
Année de construction : <b>2009</b>	
Diagnosticteur : <b>GENIAUX christophe</b>	
Adresse : <b>51 avenue Edouard Herriot Résidence du Pont Neuf</b> <b>83000 TOULON INSEE : 83137</b>	
<input type="checkbox"/> Bâtiment entier <input checked="" type="checkbox"/> Partie de bâtiment (à préciser) : <b>Bureau RDC</b> Sth : <b>36 m²</b>	
Propriétaire :	Gestionnaire (s'il y a lieu) :
Nom : <b>METROPOLE TOULON PROVENCE</b>	Nom : <b>SO</b>
Adresse : <b>107 BD HENRI FABRE 83041 TOULON CEDEX</b>	Adresse :

### B CONSOMMATIONS ANNUELLES D'ENERGIE

Période de relevés de consommations considérée : du 01/01/2021 au 30/09/2023

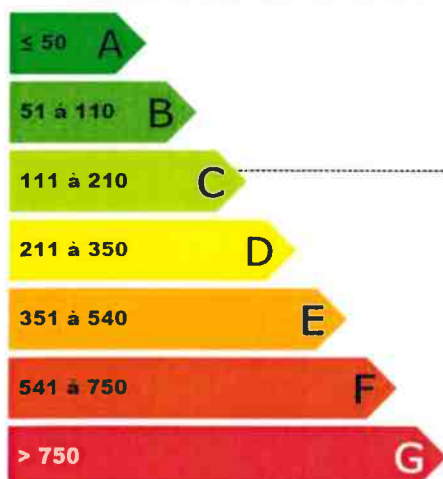
	Consommations en énergies finales (détail par énergie en kWh <sub>EP</sub> )	Consommations en énergie primaire (détail par énergie en kWh <sub>EP</sub> )	Frais annuels d'énergie En € (TTC)
Bois, biomasse			
Electricité	Electrique 2 203	5068	478,00 €
Gaz			
Autres énergies			
Production d'électricité à demeure			
Abonnements			119,00 €
TOTAL		5 068	478,00 €

#### Consommations énergétiques

(en énergie primaire) pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire, le refroidissement, l'éclairage et les autres usages, déduction faite de la production d'électricité à demeure

Consommation estimée : **142 kWh<sub>EP</sub>/m².an**

**Bâtiment économe**



**Bâtiment**

**142**

kWh<sub>EP</sub>/m².an

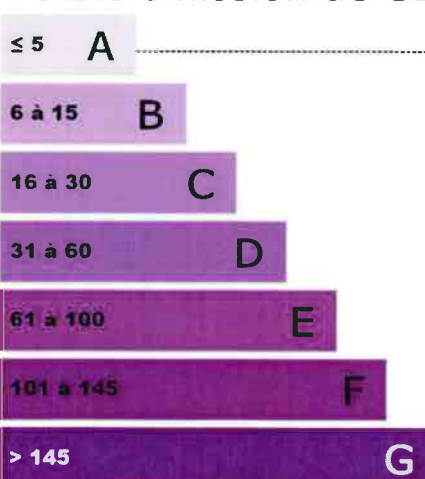
**Bâtiment énergivore**

#### Emissions de gaz à effet de serre (GES)

pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire, le refroidissement, l'éclairage et les autres usages

Estimation des émissions : **3 kg<sub>eq</sub>CO<sub>2</sub>/m².an**

**Faible émission de GES**



**Bâtiment**

**3**

kg<sub>eq</sub>CO<sub>2</sub>/m².an

**Forte émission de GES**



## C DESCRIPTIF DU BÂTIMENT (OU DE LA PARTIE DE BÂTIMENT) ET DE SES EQUIPEMENTS

### Descriptif du bâtiment (ou de la partie du bâtiment) et de ses équipements

Bâtiment	Chauffage et refroidissement	Eau chaude sanitaire, éclairage, ventilation
<b>Murs :</b> Mur béton banché 20cm isolé doublage plaque de plâtre	<b>Système de chauffage :</b> Pompe à chaleur Air/Air type SPLIT	<b>Système de production d'ECS :</b> Chauffe-eau vertical Electrique 30l
<b>Toiture :</b> Dalle béton donnant sur local chauffé	<b>Système de refroidissement :</b> Pac air / air	<b>Système d'éclairage :</b> Système d'éclairage 1 led Système d'éclairage 2 hallogène
<b>Menuiseries ou parois vitrées :</b> Porte 1 Métallique Vitrée simple vitrage Fenêtre 1 Parois vitrée double vitrage 4/14/4 sans ouverture		<b>Système de ventilation :</b> VMC Basse pression Auto-réglable
<b>Plancher bas :</b> Dalle béton donnant sur terre plein	<b>Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint :</b> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Non requis	
<b>Nombre d'occupants :</b> inconnu	<b>Autre(s) équipement(s) consommant de l'énergie :</b> Aucun	
<b>Energies renouvelables</b>	<b>Quantité d'énergie d'origine renouvelable :</b>	Néant kWh <sub>EP</sub> /m <sup>2</sup> .an
<b>Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables :</b> Aucun		

## D NOTICE D'INFORMATION

### Pourquoi un diagnostic dans les bâtiments publics

- Pour informer le futur locataire ou acheteur ;
- Pour comparer les différents locaux entre eux ;
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

### Factures et performance énergétique

La consommation est estimée sur la base de factures d'énergie et des relevés de compteurs d'énergie. La consommation ci-dessus traduit un niveau de consommation constaté. Ces niveaux de consommations peuvent varier de manière importante suivant la qualité du bâtiment, les équipements installés et le mode de gestion et d'utilisation adoptés sur la période de mesure.

### Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie utilisée dans le bâtiment (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour en disposer, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle utilisée en bout de course. L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

### Constitution de l'étiquette énergie

La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du bien indiquée.

### Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements installés à demeure (sur le bâtiment ou à proximité immédiate).

### Commentaires :



## Conseils pour un bon usage

La gestion des intermittences constitue un enjeu capital dans ce bâtiment : les principaux conseils portent sur la gestion des interruptions ou des ralentis des systèmes pour tous les usages (chauffage, ventilation, climatisation, éclairage ou autres).

### Gestionnaire énergie

- Mettre en place une planification énergétique adaptée à votre collectivité ou établissement.

### Chauffage

- Vérifier la programmation hebdomadaire jour/nuit et celle du week-end.
- Vérifier la température intérieure de consigne en période d'occupation et en période d'inoccupation.
- Réguler les pompes de circulation de chauffage : asservissement à la régulation du chauffage, arrêt en dehors des relances.

### Ventilation

- Si le bâtiment possède une ventilation mécanique, la programmer de manière à l'arrêter ou la ralentir en période d'inoccupation.

### Eau chaude sanitaire

- Arrêtez les chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation
- Changer la robinetterie traditionnelle au profit de mitigeurs

### Confort d'été

- Installer des occultations mobiles sur les fenêtres ou les parois vitrées s'il n'en existe pas.

### Eclairage

- Profiter au maximum de l'éclairage naturel. Éviter d'installer les salles de réunion en second jour ou dans des locaux sans fenêtre.
- Remplacer les lampes à incandescence par des lampes basse consommation.
- Installer des minuteurs et/ou des détecteurs de présence, notamment dans les circulations et dans les sanitaires.
- Optimiser le pilotage de l'éclairage avec, par exemple, une extinction automatique des locaux la nuit avec possibilité de relance.

### Bureautique

- Opter pour la mise en veille automatique des écrans d'ordinateurs et pour le mode économie d'énergie des écrans lors d'une inactivité prolongée (extinction de l'écran et non écran de veille).
- Veiller à l'extinction totale des appareils de bureautique (imprimantes, photocopieurs) en période de non utilisation (la nuit par **exemple**) ; Ils consomment beaucoup d'électricité en mode veille.
- Opter pour le regroupement des moyens d'impression (imprimantes centralisées) ; les petites imprimantes individuelles sont très consommatrices.

### Sensibilisation des occupants et du personnel

- Sensibiliser le personnel à la détection de fuites d'eau afin de les signaler rapidement.
- Veiller au nettoyage régulier des lampes et des luminaires, et à leur **remplacement** en cas de **dysfonctionnement**.
- Veiller à éteindre l'éclairage dans les pièces inoccupées, ainsi que le midi et le soir en quittant les locaux.
- Sensibiliser les utilisateurs de petit électroménager : extinction des appareils après usage (bouilloires, cafetières), dégivrage régulier des frigos, priorité aux appareils de classe A ou supérieure.
- En été, utiliser les occultations (stores, volets) pour limiter les apports solaires dans les bureaux ou les salles de classe.

### Compléments

## E RECOMMANDATIONS D'AMELIORATION ENERGETIQUE

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire les consommations d'énergie du bâtiment ou de la partie de bâtiment.

Projet	Mesures d'amélioration	Commentaires
Simulation 1	Mise en place de volet isolant.	Les volets roulants sont caractérisés par une résistance thermique additionnelle apportée par l'ensemble volet-lame d'air ventilé = 0,22 m <sup>2</sup> .K / W.
Simulation 2	Installer une VMC Hygroréglable type B	Installer une VMC Hygroréglable type B
Simulation 3	Isolation thermique des portes d'entrée donnant sur l'extérieur.	Isolation thermique des portes d'entrée donnant sur l'extérieur.

### Commentaires :

Néant

### Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour plus d'informations :

[www.logement.gouv.fr](http://www.logement.gouv.fr) rubrique performance energetique

[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

## F CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR

Signature



Etablissement du rapport :

Fait à AIX-EN-PROVENCE le 28/08/2024

Cabinet : BUREAU VERITAS EXPLOITATION

Nom du responsable : MARANDO Ange

Désignation de la compagnie d'assurance : MSIG Insurance Europe AG

N° de police : F210.16.0414.

Date de validité : 31/12/2024

Date de visite : 28/08/2024

Le présent rapport est établi par GENIAUX christophe dont les compétences sont certifiées par : BUREAU VERITAS CERTIFICATION FRANCE

1 place ZAHA HADID 92400 COURBEVOIE

N° de certificat de qualification : 20904665

Date d'obtention : 28/01/2024

Version du logiciel utilisé : AnalysImmo DPE 3CL 2021 version 4.1.1

# CERTIFICAT DE QUALIFICATION

**BUREAU VERITAS**  
Certification



## Certificat

Attribué à

**Christophe GENIAUX**

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et 8, 271-1 du Code de Construction et de l'Habitat et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des services de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

### DOMAINES TECHNIQUES

	Référence des arrêtés	Date de certification originale	Validité du certificat *
<b>Termites métropole</b>	Arrêté du 24 Décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	26/01/2024	26/01/2031
<b>DPE avec mention</b>	Arrêté du 24 Décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	27/01/2024	26/01/2031
<b>DPE sans mention</b>	Arrêté du 24 Décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	27/01/2024	26/01/2031

Date : 29/01/2024

Numéro du certificat : 20904265

Signature du Responsable de l'Exploitation



\* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des renouvellements réalisés au certificat en validité jusqu'à son expiration.  
L'autoévaluation supplémentaire concernant la validité de la certification applicative des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.  
Pour connaître la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur <https://www.bureauveritas.com/fr/certificats>  
Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France  
2 Place Zola 93400 Courcouronnes



Ressaut de 2 cms de haut avec c

Ressaut de 2 cms de haut avec c

